

Pourquoi une grève au centre des impôts, hier matin ?

Une quarantaine de fonctionnaires étaient postés devant la direction départementale des finances publiques, jeudi matin. Un mouvement pour montrer leur mécontentement face à la suppression continue des emplois.

PAR RACHEL DEBRINCAT
arras@lavoixdunord.fr

ARRAS. « On est en train de dégraisser notre administration jusqu'à l'os », s'indigne Wilfried Glavieux, secrétaire départemental du syndicat solidaire finances publiques. Autour de lui, une quarantaine de fonctionnaires venus de Béthune, Calais, Arras, et d'autres services du Pas-de-Calais s'étaient mobilisés depuis 8 h, jeudi, devant le bâtiment de la direction départementale des finances publiques (DGFIP) contre la cadence des suppressions d'emplois, en attendant l'annonce par leur direction

“ On n'est pas l'administration la plus aimée des Français, mais les gens sont satisfaits de notre service de renseignements. ”

d'une trentaine d'emplois en moins. « On affiche notre mécontentement, même si on sait que les décisions sont déjà entérinées », souffle-t-il.

Depuis la fusion des Impôts et du Trésor public en 2008, près de 300 emplois ont été supprimés dans le département. Et les 1 600 suppressions d'emplois en France annoncées depuis Bercy ne rassurent pas les fonctionnaires qui voient leurs différents services « trinquer en premier ! Et le rythme va se poursuivre les quatre pro-



Une quarantaine de fonctionnaires des centres des impôts étaient réunis devant la direction départementale des finances publiques du Pas-de-Calais à Arras.

chaines années, souligne-t-il. Le personnel souffre d'un mal-être et a peur de l'avenir. »

MOINS DE RENSEIGNEMENTS LOCAUX

Moins de fonctionnaires, c'est forcément moins de personnel pour renseigner. « On ne va plus pouvoir assurer le maillage territorial », indique le représentant syndical. À Bapaume par exemple, le bureau ne comptera plus que neuf fonctionnaires pour un vaste territoire couvrant le sud arrageois, « avec près de deux cents budgets et un territoire

qui doit passer au numérique », explique un fonctionnaire de la trésorerie.

Et la simplification des administrations les fait sourire. « Il y a la théorie et la pratique... On n'est pas l'administration la plus aimée des Français, mais les gens sont satisfaits de notre service de renseignements », souligne le représentant syndical. Les gens vont pâtir de la fermeture des bureaux certaines demi-journées... C'est déjà le cas dans le bassin minier où les gens doivent se déplacer plus loin. Tout le monde n'est pas encore équipé d'ordinateurs ! » ■

